

**RAPPORT N° 2025/3-20
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025**

OBJET

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION SITUÉ SUR LE PARC DE BOIS MADAME COMMUNE DE SAINTE-MARIE.

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

La CINOR a souhaité remettre en exploitation le local destiné à la restauration situé sur le parc de Bois Madame à Sainte-Marie, afin de favoriser la fréquentation et l'animation touristique du site, et ainsi maintenir une véritable dynamique sur l'ensemble de cette zone avec à la clé la création d'emplois durables.

La surface totale du local est de 112,64 m² répartie de la manière suivante :

- Local intérieur : 42,64 m²
- Terrasse : 70 m²

Il est attendu du restaurant qu'il soit proposé un service de restauration de qualité, élégante et variée, à travers la vente de plats sur place et à emporter, de proposer une diversité de sandwiches et boissons de qualité et variés, en utilisant notamment les produits « pays », alliant tradition et modernité dans un cadre verdoyant.

Les dispositions du Code Général de la propriété des personnes publiques, notamment celles fixées aux articles L2122-1 et suivants, sur la base desquelles est établie la convention d'occupation temporaire (AOT) objet du présent rapport prévoient, dès lors que cette AOT (autorisation d'occupation temporaire) permet au titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, que l'autorité compétente « organise librement une procédure de sélection présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester (Article L2122-1-1 du code précité).

Ainsi une procédure de publicité et de mise en concurrence inspirée de la Concession de service à Procédure Simplifiée a été initiée le 20 mars 2025 en vue de l'exploitation de ce site dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public d'une durée de 5 ans avec une redevance mensuelle applicable de 950 euros par mois.

A la date limite de remise des offres, fixée au 23 avril 2025 à 12 h 00, trois candidatures ont été reçues :

- la SARL « MIAAAM » représentée par Madame Chrisna MAILLOT
- la société « KICHENIN MOUTALOU MOISE » représentée par Monsieur Moïse KICHENIN MOUTALOU
- l'entreprise individuelle « BRIN D'HARMONIE » représentée par Madame LAFABLE Murielle

Suite à l'analyse des trois candidatures, une demande de rachat de candidature et de précisions, en date du 21 mai 2025, a été transmise à chaque candidat.

En date le 2 juin 2025, un dernier délai a été accordé à la SARL « MIAAAM » et à l'entreprise individuelle « BRIN D'HARMONIE » pour la remise des pièces de candidature par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation, et dans le respect des délais.

Suite à l'analyse des offres, l'entreprise la société « KICHENIN MOUTALOU MOISE » se classe première en obtenant la meilleure note globale avec des valeurs techniques et financières très satisfaisantes. Vous trouverez en annexe ci-joint le rapport d'analyse des offres ainsi que le projet de contrat final qui sera signé.

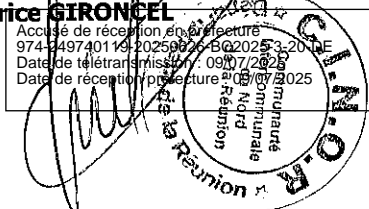
Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives de la convention d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'exploitation du local destiné à la restauration sur le site de Bois Madame à Sainte-Marie.
- autoriser le Président à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public la société « KICHENIN MOUTALOU MOISE » représentée par Monsieur Moïse KICHENIN MOUTALOU et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

Accusé de réception en préfecture
974-2497401-20250626-BQ2025-3-20-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception en préfecture : 09/07/2025



**DECISION N° 2025/3-20
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION SITUE SUR LE PARC DE BOIS MADAME COMMUNE DE SAINTE-MARIE.

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-20 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-20-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de la convention d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'exploitation du local destiné à la restauration sur le site de Bois Madame à Sainte-Marie.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société « KICHENIN MOUTALOU MOISE » représentée par Monsieur Moïse KICHENIN MOUTALOU et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 13

Suffrages exprimés : 13

Vote pour : 13

Vote contre : 00

Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme.

Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL

